

Bundesstrafgericht

Tribunal pénal fédéral

Tribunale penale federale

Tribunal penal federal



Numéro de dossier: BB.2024.28

Décision du 16 avril 2024

Cour des plaintes

Composition

Les juges pénaux fédéraux
Patrick Robert-Nicoud, vice-président,
Daniel Kipfer Fasciati et
Giorgio Bomio-Giovanascini,
la greffière Yasmine Dellagana-Sabry

Parties

A., représentée par Me Alec Reymond,
recourante

contre

MINISTÈRE PUBLIC DE LA CONFÉDÉRATION,
intimé

**COUR DES AFFAIRES PÉNALES DU TRIBUNAL
PÉNAL FÉDÉRAL,**
autorité qui a rendu la décision attaquée

- 1. B. LIMITED,**
- 2. C. LTD,**
- 3. D. LP,**
- 4. E. LIMITED,**
- 5. F. LP,**
- 6. G. LTD,**
- 7. H. LTD,**
- 8. I. LIMITED,**
- 9. J. LIMITED,**

- 10. **K. LIMITED,**
- 11. **L. LP,**
- 12. **M. LIMITED,**
- 13. **N. LIMITED,**

représentées par Me Jean-Marc Carnicé,
autres parties à la procédure

Objet

Actes de procédure de la Cour des affaires pénales
(art. 20 al. 1 let. a en lien avec l'art. 393 al. 1 let. b
CPP); séquestre (art. 263 ss CPP)

La Cour des plaintes, vu:

- la procédure pénale menée depuis 2009 par le Ministère public de la confédération (ci-après: MPC) notamment des chefs de blanchiment d'argent, escroquerie par métier, gestion déloyale, faux dans les titres et abus de confiance,
- les séquestres ordonnés dans ce cadre et visant notamment les valeurs patrimoniales et titres détenus par A. auprès de la banque O., de la banque P. et de la banque Q., à Z., ainsi que l'immeuble n° 1 sis à Y. et appartenant à l'intéressée (act. 1.3 et 1.4; v. ég. act. 1 et act. 1.1),
- l'acte d'accusation adressé le 20 février 2019 à la Cour des affaires pénales du Tribunal pénal fédéral (ci-après: CAP-TPF),
- le jugement SK.2019.12 du 23 avril 2021, par lequel cette dernière autorité a notamment confisqué et maintenu les saisies sur l'ensemble des valeurs patrimoniales et biens susmentionnés,
- le jugement SK.2022.22, frappé d'appel, du 17 juin 2022 rendu par la CAP-TPF et notifié aux parties à la procédure suite à la décision de renvoi CA.2022.6 du 3 juin 2022 prononcée par la Cour d'appel du Tribunal pénal fédéral (ci-après: CAR-TPF),
- la décision CA.2022.18 rendue par la CAR-TPF en date du 8 août 2023, par laquelle cette dernière autorité a prononcé l'annulation du jugement SK.2022.22 précité ainsi que le renvoi de la cause à l'autorité précédente,
- la saisie de la cause par la CAP-TPF, le 9 août 2023 (référéncée SK.2023.29), laquelle fait suite à la décision de renvoi susmentionnée,
- les recours interjetés séparément par R. AG, S. Ltd, le MPC, les treize sociétés immatriculées à X. ayant pour dénomination commune « les Fonds B. à N. » (v. *rubrum*) et AA. auprès du Tribunal fédéral à l'encontre de la décision CA.2022.18 rendue par la CAR-TPF le 8 août 2023 (v. act. 8.1),
- la requête formulée le 12 octobre 2023 par A. auprès de la CAP-TPF, sollicitant la levée des séquestres précités (act. 1.19),
- la décision du 5 février 2024 rendue par la CAP-TPF, par laquelle cette dernière autorité a rejeté la requête de levée de séquestre susmentionnée (act. 1.1),
- le recours du 19 février 2024 interjeté par A. auprès de la Cour des plaintes du Tribunal pénal fédéral (ci-après: la Cour) à l'encontre de la décision précitée du 5 février 2024, concluant en substance à son annulation (act. 1),

- l'arrêt 7B_573/2023, 7B_574/2023, 7B_621/2023, 7B_622/2023, 7B_623/2023 du 26 février 2024 rendu par le Tribunal fédéral, par lequel il a notamment annulé la décision CA.2022.18 rendue par la CAR-TPF le 8 août 2023 et renvoyé la cause à cette dernière autorité pour qu'elle poursuive la conduite des procédures d'appel contre le jugement de la CAP-TPF du 17 juin 2022 (act. 8.1),
- l'invitation du 18 mars 2024 de la Cour de céans faite aux parties pour qu'elles se déterminent quant au sort de la cause ainsi que sur les frais de la présente procédure de recours, dès lors, qu'au vu de l'arrêt précité, ladite procédure est devenue sans objet (act. 9),
- la renonciation à déposer des observations, du 21 mars 2024, de la CAP-TPF, aux motifs qu'elle n'est plus investie de la direction de la procédure (act. 13),
- le retrait du recours ainsi que les déterminations quant aux frais de la procédure de recours formulés par A. en date du 27 mars 2024 (act. 16),
- les observations formulées, suite à l'invitation précitée, le 28 mars 2024 par le MPC (act. 17) ainsi que par les Fonds B. à N. (act. 18).

Considérant que:

- la Cour de céans examine d'office et en pleine cognition la recevabilité des recours qui lui sont adressés (v. TPF 2021 97 consid. 1.1; MOREILLON/DUPUIS/MAZOU, La pratique judiciaire du Tribunal pénal fédéral en 2011, *in* JdT 2012 IV 5, p. 52 n. 199 et les réf. citées; Message relatif à l'unification du droit de la procédure pénale du 21 décembre 2005, FF 2006 1057, 1296 *in fine*; STRÄULI, Commentaire romand, 2^e éd. 2019, n. 10 *ad* Introduction aux articles 393-397 CPP; GUIDON, Basler Kommentar, 3^e éd. 2023, n. 15 *ad* art. 393 CPP; KELLER, Zürcher Kommentar, 3^e éd. 2020, n. 39 *ad* art. 393 CPP);
- au vu de l'arrêt 7B_573/2023, 7B_574/2023, 7B_621/2023, 7B_622/2023, 7B_623/2023 rendu le 26 février 2024 par le Tribunal fédéral, la CAP-TPF s'est dessaisie de la cause, laquelle est à nouveau sous l'autorité de la CAR-TPF qui a repris la direction de la procédure (v. act. 18.1);
- la Cour de céans n'étant pas compétente pour examiner la validité des actes de la CAR-TPF (v. art. 393 al. 1 CPP), il convient de constater que le recours du 19 février 2024 est devenu sans objet;

- conformément à l'art. 386 al. 2 let. b et al. 3 CPP, quiconque a interjeté un recours dans le cadre d'une procédure écrite peut le retirer avant la clôture de l'échange de mémoires et le terme fixé pour apporter des compléments de preuve ou compléter le dossier, le retrait étant en principe définitif;
- il est ainsi pris acte du retrait du recours formulé par la recourante le 27 mars 2024;
- il s'ensuit que la cause BB.2024.28 est rayée du rôle;
- à teneur de l'art. 428 al. 1 CPP, les frais de la procédure de recours sont mis à la charge des parties dans la mesure où elles ont obtenu gain de cause ou succombé (1^{re} phr.), étant précisé que la partie dont le recours est irrecevable ou qui retire le recours est également considérée avoir succombé (2^e phr.);
- il apparaît ainsi que le législateur n'a pas envisagé expressément la situation dans laquelle une procédure de recours devient sans objet;
- la Cour de céans a eu l'occasion de poser le principe selon lequel la partie à l'origine du fait qui a mis fin au litige doit être considérée comme étant la partie qui succombe (TPF 2011 31; décisions du Tribunal pénal fédéral BB.2019.199 du 10 décembre 2019 consid. 3.1; BB.2019.109 du 25 juillet 2019);
- en l'espèce, c'est l'arrêt susmentionné du Tribunal fédéral, ayant eu pour conséquence le renvoi de la cause à la CAR-TPF et, partant, la reprise de la direction de la procédure par cette dernière autorité, qui a rendu la cause sans objet;
- par conséquent aucune des parties ne peut à ce stade être considérée comme ayant succombé; dans cette hypothèse, il sied d'examiner, de manière sommaire, quelle aurait été l'issue du litige si celui-ci avait été jugé avant le fait qui y a mis fin;
- l'on ne saurait considérer que le recours retiré sur le fond pendant l'échange d'écritures soit sans conséquence du point de vue des frais occasionnés à l'État;
- au vu de ce qui précède et de l'art. 428 al. 1, 2^e phr. CPP, la recourante est considérée avoir succombé et doit supporter les frais de la présente procédure de recours, lesquels sont en l'espèce fixés à CHF 800.-- (v. art. 5 et 8 al. 1 du règlement du Tribunal pénal fédéral sur les frais, émoluments, dépens et indemnités de la procédure pénale fédérale [RFPPF; RS 173.713.162]).

Par ces motifs, la Cour des plaintes prononce:

1. Devenue sans objet, la cause BB.2024.28 est rayée du rôle.
2. Un émolument de CHF 800.-- est mis à la charge de la recourante.

Bellinzone, le 18 avril 2024

Au nom de la Cour des plaintes
du Tribunal pénal fédéral

Le vice-président:

La greffière:

Distribution

- Me Alec Reymond
- Cour des affaires pénales du Tribunal pénal fédéral
- Ministère public de la Confédération
- Me Jean-Marc Carnicé

Indication des voies de recours

Dans les 30 jours qui suivent leur notification, les arrêts de la Cour des plaintes relatifs aux mesures de contrainte sont sujets à recours devant le Tribunal fédéral (art. 79 et 100 al. 1 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral; LTF). Les mémoires doivent être remis au plus tard le dernier jour du délai, soit au Tribunal fédéral soit, à l'attention de ce dernier, à La Poste Suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse (art. 48 al. 1 LTF). En cas de transmission électronique, le moment déterminant pour l'observation d'un délai est celui où est établi l'accusé de réception qui confirme que la partie a accompli toutes les étapes nécessaires à la transmission (art. 48 al. 2 LTF).

La procédure est réglée par les art. 90 ss LTF.

Le recours ne suspend l'exécution de l'arrêt attaqué que si le juge instructeur l'ordonne (art. 103 LTF).